

**LIEU : DREUX    nombre de participants moins de 50**

**Question n°12 (Comment les parents et partenaires extérieurs de l'école peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves?)**

En premier lieu, ce qui ressort est la forte perception du poids des données sociales et sociétales sur le fonctionnement quotidien de l'institution scolaire et sur les possibilités réelles d'action de celle-ci. Les problèmes de chômage, de déstructuration sociale, de déstructuration familiale font irruption dans l'école. "Que faire des gosses paumés dans des familles paumées?" Jusqu'où les enseignants ont-ils le droit d'entrer dans l'histoire des familles? Comment faire quand il n'y a pas de travailleurs sociaux (zones rurales par exemple)? Il y a pourtant souvent une attente des familles par rapport à l'école qui se révèle parfois pour elles le seul lieu d'écoute, au travers des difficultés rencontrées par leur enfant : la demande d'aide n'est pas que scolaire. Mais les parents présents au débat font valoir, exemple à l'appui, qu'il y a aussi des enseignants qui ne cherchent pas à comprendre les parents, qui jugent rapidement et sommairement les enfants : quelle attente ont alors ces enseignants vis-à-vis de ces enfants?

Le besoin d'autres professionnels au sein des écoles apparaît très grand : manque de Psychologues, RASED incomplets, et même inexistantes hors des ZEP, besoin important d'orthophonistes (pourquoi pas au sein même de l'école?), département sous-équipé en Enseignement Spécialisé, suppression des Aides-Educateurs sans remplacement réel par les Assistants d'Education. Ceci amène par exemple une difficulté à accueillir des handicapés : comment faire quand on est seul? Comment alors prendre son temps pour échanger avec les parents?

Le rôle des parents doit être de montrer à leurs enfants l'importance de l'école, qu'ils aient ou non eux-mêmes pu en profiter. Ils ont à dire à leur enfant pourquoi il va à l'école. Leurs attentes peuvent être différentes en fonction de leur niveau social et de l'espoir d'ascension sociale qu'ils nourrissent. "L'école est un sac : on y trouve ce que l'on y met". Pour donner cette "envie d'école" aux parents, il faut leur permettre d'être fier de leur enfant, même si celui-ci a des difficultés.

Mais comment faire lorsque les parents ont une histoire scolaire lourde ? Cette question de la fatalité sociale a été évoquée sans que des pistes porteuses d'espoir ne se fassent jour : il y a là un grand sentiment d'impuissance.

L'avis est très partagé que les effectifs réels (perçus comme différents des effectifs moyens "qui ne veulent pas dire grand-chose") trop lourds rendent difficile toute action. Ce sentiment est criant au niveau des classes maternelles, dont il est rappelé que la Grande Section, faisant partie du Cycle des Apprentissages Fondamentaux, devrait être mieux traitée à cet égard.

On sent un désenchantement des enseignants qui perçoivent que l'école "ascenseur social" est de plus en plus remplacée par une école "lieu de consommation", allant jusqu'au "service après-vente" lorsque l'on s'adresse aux inspections en cas d'insatisfaction.

Un autre point abordé est celui des devoirs à la maison où l'ambiguïté règne souvent : selon l'attente la plus fréquente des familles, le bon maître est celui qui donne des devoirs de façon conséquente. Les enseignants sont plus hésitants, relevant que la journée des enfants est déjà très longue. Mais tous relèvent le hiatus entre le Premier Degré et le Second, qui peut amener le passage d'une absence totale de devoirs à une charge très lourde, une vraie rupture où sont avantagés ceux qui ont eu une habitude, et dont les parents ont une habitude, une imprégnation culturelle de ce que c'est que de faire des devoirs à la maison : cette limitation en Primaire, conçue pour atténuer les écarts entre enfants, semble en fait bien les renforcer au niveau du Collège. C'est aussi, implicitement, considérer les parents comme démissionnaires. Ne peut-on leur laisser la possibilité de

s'intéresser à "un petit quelque chose à faire"? Mais il ne faut pas non plus ignorer les contraintes des familles, et que ce "petit quelque chose" soit raisonnablement quantifié.

"De toute façon, c'est chaque fois à l'enfant de s'adapter."

En ce qui concerne les partenaires extérieurs, le rôle des Municipalités est primordial : choix de consacrer ou non des moyens aux écoles (avec des disparités telles qu'on ne peut plus parler d'égalité dans le Premier Degré), possibilité ou non de bénéficier de cars (et donc d'aller à la piscine par exemple), mise en place de garderie... S'y ajoute leur rôle direct dans les partenariats par le soutien ou le non-soutien apporté aux initiatives et aux partenaires impliqués, ce qui donne à toutes ces actions, même les plus efficaces, une précarité redoutable. Pourtant, ce qui a fait ses preuves devrait être pérennisé de façon garantie, hors de tout revirement de stratégie lié aux échéances municipales.

Que faire quand la Commune ne veut rien faire?

En conclusion de ce premier débat, tous les participants se sont retrouvés autour de la formule suivante : quand on saura quelle société on veut, on saura quelle école on veut.

### **question n°5 (Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire?).**

Le débat du Samedi portant sur le socle commun s'est ouvert sur la remarque que les enseignants présents ont déjà été consultés lors de la conception des nouveaux programmes entrés en vigueur depuis peu : "on a déjà donné notre avis". Le socle commun tournant autour de "Lire Ecrire Compter" semble correspondre, pour le Premier Degré, aux programmes. Mais un doute se fait jour : sont-ils adaptés? Qu'en est-il du "socle commun des enseignants", de la prise en compte des récentes connaissances en psychologie, sociologie etc... Il y a toujours un temps de décalage entre la diffusion des résultats de la recherche et les évolutions de la société, d'où l'importance d'accéder aux différentes études réalisées.

Ce socle commun correspond à un minimum vital qui évolue avec la société : lire aujourd'hui n'est pas lire il y a trente ans, les enjeux sont bien plus grands et les capacités nécessaires plus poussées. Ce socle commun doit éviter l'écueil du nivellement par le bas. On sent un désarroi des enseignants face à certaines situations, car "que faire tant que l'enfant n'est pas disponible aux apprentissages?" S'il y a toujours chez lui une capacité à apprendre, il y a aussi une difficulté à le mettre au travail. Sait-on valoriser pour chaque enfant ce qu'il y a de positif en lui? Où met-on en œuvre dans l'école les aspects autres qu'intellectuels et abstraits? Comment gérer les temps de remédiation qui sont très positifs mais mangeurs de temps?

Il faut plus d'adultes et moins d'enfants, précisément plus de professionnels divers (Psychologues, Orthophonistes, Infirmières et Médecins scolaires...). On retrouve ici le souhait de RASED complets, disponibles et répartis géographiquement de telle sorte qu'ils puissent intervenir partout, d'un réseau AIS plus serré. On retrouve aussi le regret de la disparition des postes d'aides-éducateurs qui permettent de mieux prendre en charge l'enfant dans sa diversité.

De même, le problème des devoirs est de nouveau évoqué. Savoir travailler fait partie du socle de connaissance, ainsi que savoir se concentrer : écouter les autres, respecter celui qui parle, ne parler que l'un après l'autre, savoir se tenir correctement. Aller au bout d'un travail en veillant à sa qualité apprend à se concentrer. Tout ceci nécessite un accord explicite entre parents et enseignants.

En ce qui concerne la capacité à écrire, il existe des préalables, les programmes ne suffisent pas. Il faut auparavant beaucoup travailler l'oral, il faut lire des ouvrages, car écrire demande une culture. Les programmes sont trop redondants, trop tournés vers des notions trop abstraites, trop tôt. Ceci génère un sentiment d'échec très précoce. Il faut enfin mieux définir les critères d'évaluation retenus : orthographe, grammaire, structure des phrases, contenu ?

Au sujet de l'évaluation des élèves, si certains regrettent la perte de pouvoir des maîtres sur les décisions concernant leurs élèves (on évalue, mais l'enfant va en 6°, l'enseignant n'a plus de poids, l'école est moins respectée, l'institution elle-même a enlevé du pouvoir aux enseignants, on ne peut traiter l'échec grâce à l'enseignement spécialisé si les parents ne le veulent pas...), d'autres répondent que ce sont les parents qui sont responsables de leurs enfants et que c'est tout à fait normal. Il faut donc affiner les discours à leur endroit, faire attention non pas à ce qu'on dit mais à ce que vont entendre les parents, c'est-à-dire tenir compte de leur vécu et éviter tout ce qui est discours implicite.

Un autre sujet abordé en lien avec la culture des élèves, c'est la place de l'histoire dans les programmes, de ce en quoi ces programmes parlent aux élèves et de ce qu'il en reste. L'important, ce devrait être ce qu'il faut pour permettre de comprendre le monde actuel et notre société, donc une histoire plus "récente", plus en lien avec une éducation citoyenne.

Enfin, un dernier sujet sera débattu, c'est celui de l'opportunité de la scolarisation dès deux ans. Aucune des personnes présentes ne se résout à l'idée que, à lui tout seul, le problème du coût de la garde des enfants justifie cette scolarisation par les économies permises aux parents. Cette scolarisation précoce n'est pas bénéfique a priori, mais seulement pour certains enfants, issus de certains milieux, dans certaines conditions : si un petit de deux ans doit passer sa journée avec la télé omniprésente, par exemple, il sera indéniablement mieux à l'école maternelle. S'il est accueilli dans des conditions adaptées (pas dans une classe de trente..), cela lui sera bénéfique. Ainsi, les classes passerelles paraissent être une bonne piste de réflexion.

### **Remarques complémentaires sur le débat**

Le présent compte rendu fait suite à deux réunions qui se sont déroulées Mardi 2 Décembre (soirée) et Samedi 6 Décembre 2003 (matinée). Les participants ont essentiellement été des enseignants du Premier Degré, mais les quelques parents présents ont pu s'exprimer significativement.

Il convient de noter que, en dehors des objections émises par les participants sur le débat lui-même et sur ses conditions d'organisation (cf. infra), il faut déplorer le fait suivant : sans porter aucun jugement sur ce qui a pu en être la cause, la quasi-totalité des participants à la réunion du Samedi matin étaient convaincus d'obéir à une injonction hiérarchique impérieuse. Peut-on débattre réellement si l'on s'y croit contraint et forcé ?

Ceci a eu bien sûr des conséquences sur l'ambiance de ce débat et sur la richesse des échanges qui aurait pu être plus importante.

Lors des deux rencontres, les participants ont fait connaître leur grand scepticisme sur le débat lui-même, sur sa valeur démocratique réelle et sur ses objectifs inavoués : "Le compte-rendu n'est-il pas déjà fait?" – "C'est une mascarade, la nouvelle Loi d'Orientation est déjà prête", etc... Ce sentiment de doute et la certitude d'être l'objet d'une manipulation sont très largement partagés par les participants.

Les conditions même d'organisation du débat ont été fortement critiquées : documents en nombre très insuffisant, difficulté d'avoir l'information pour les quelques parents présents, précipitation et impréparation, non utilisation des instances officielles tels les conseils d'école etc...

Ces deux questions difficiles à traiter ont souvent amené le débat sur les conditions de mise en œuvre de leurs objets. Il ne sert en effet pas à grand-chose de définir des objectifs si l'on ne prévoit pas les moyens de les atteindre. On retrouve donc beaucoup de points communs aux deux réunions.

Cependant, l'une des participantes a sans doute traduit l'avis majoritaire en affirmant que "même si ça ne sert à rien, je veux donner mon avis".

### **Trois priorités pour l'école :**

- l'école s'inscrit dans la société, elle en participe, elle peut contribuer à la faire évoluer, mais elle a un impact de moins en moins fort car elle nécessite un effort, ce qui n'est pas le cas d'autres "forgeurs de société" tels que les médias : il faut donc renforcer son poids

en lui en donnant les moyens et en garantissant son homogénéité territoriale, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui où chaque Commune choisit les moyens qu'elle y consacre.

- l'école maternelle doit être préservée et mieux favorisée, car si elle est le lieu du plus grand contact avec les parents et le lieu de la socialisation, elle est aussi un lieu de bruit permanent dont les plus démunis tirent moins profit que les autres : elle peut devenir le lieu où se construit la continuité entre ce qui se passe dans l'institution scolaire et ce qui se passe dans le milieu familial.

- il faut réfléchir à la diversité et à la complémentarité des adultes dans les écoles : les besoins en spécialistes complémentaires des enseignants qui permettent d'améliorer la prise en charge des difficultés sont plus fortement mis en avant que les effectifs des classes (à l'exception notable des effectifs en Maternelle, comme cela a été dit plus haut).